



SECRETARIAT EXECUTIF

PROGRAMME REGIONAL DE PROMOTION DES ENERGIES
DOMESTIQUES ET ALTERNATIVES AU SAHEL

(PREDAS)

- PROJET N° : 8 ACP - ROC - 051
- CONVENTION N° : 6522/REG

MISE EN ŒUVRE DU DEVIS - PROGRAMME N°1

RAPPORT D'EXECUTION

1^{er} octobre 2003 - 31 décembre 2004

Février 2005

Introduction

Le présent document représente le rapport final d'exécution du devis-programme n°1 du programme régional de promotion des énergies domestiques et alternatives (PREDAS) du CILSS. Le devis-programme (DP) n°1 a été initialement prévu pour être exécuté en 12 mois, soit du 1^{er} octobre 2003 au 30 septembre 2004. Mais en raison du retard accusé par les pays dans l'instruction des dossiers de consultations restreintes pour le choix de consultants en vue de réalisation de divers travaux (en particuliers ceux relatifs à l'élaboration des stratégies nationales d'énergie domestique), il a vu sa période d'exécution prolongée de trois (3) mois, soit jusqu'au 31 décembre 2004.

I. Rappel des résultats attendus du DP-1

Les principaux résultats qui étaient attendus de l'exécution du devis-programme n°1 sont :

Résultat 1 : La coordination et le suivi de l'exécution de l'ensemble des activités du programme sont renforcés ;

Résultat 2 : Les stratégies énergies domestiques nationales sont élaborées et adoptées ;

Résultat 3 : Les activités se rapportant à la constitution du réseau PESED et au Système d'Information Technologique sur l'Energie (SITE) sont lancées ;

Résultat 4 : La structuration des activités de suivi écologique des ressources forestières sont promues.

Ci dessous sont présentées les activités programmées pour la réalisation de ces résultats ainsi que l'état de leur mise en œuvre.

II. Etat de mise en œuvre des activités

Résultat 1 :

La coordination et le suivi de l'exécution de l'ensemble des activités du programme sont renforcés

Activité 1. Préparation et adoption d'une première version du manuel des procédures du PREDAS

Une première version a été proposée et amendée. Elle prend en compte à la fois les procédures du CILSS et celles de l'Union européenne. Cette version précise notamment :

- ✓ le rôle des personnes et structures d'exécution mises en place : Comité Régional de Pilotage (CRP), Comité Directeur Régional (CDR), cellule régionale de coordination (CRC), animateur national, équipe technique nationale, cadre de concertation, Comité national du CILSS (CONACILSS), ministères techniques, etc ;
- ✓ les modalités de collaboration entre ces structures, notamment entre les niveaux régional et national;
- ✓ les procédures de sélection et recrutement des experts sahéliens : termes de référence, concurrence, pré-sélection, décision finale, contrat-type, modalité de paiement, etc. ;
- ✓ les procédures de sélection, les modalités de financement et de suivi et évaluation des projets interstitiels. Il sera également proposé une liste de thèmes et types de projets éligibles au support du PREDAS.

Un extrait du manuel de procédures est incorporé au devis-programme n°1 et sert de modalités de collaboration entre la cellule régionale de coordination du PREDAS et les équipes techniques nationales. Comme prévu, ce document a été présenté aux animateurs nationaux à la faveur de la formation régionale sur le cadre logique tenue à Banjul en février 2004. Les commentaires formulés à cette occasion ont permis de l'amender. Une nouvelle version est disponible et a fait l'objet de diffusion. Du reste, les procédures semblent être bien comprises des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PREDAS.

Activité 2. Gestion de l'assistance technique internationale et sahélienne

A chaque fois que de besoin, la Cellule régionale de coordination du PREDAS (CRC/PREDAS) a préparé des termes de référence pour des missions d'appui de courte durée des experts de l'assistance technique internationale au PREDAS (ATI) pour appuyer la CRC ou les équipes techniques nationales (ETN). Elle a aussi programmé et fait effectué ces missions. Le *tableau 1* résume la situation de ces missions d'appui qui ont été, toutes, sanctionnées par des aide mémoires qui ont fait l'objet de diffusion conformément aux prescriptions du devis-programme (DP). Les appuis ont porté essentiellement sur :

- la contribution à la formulation de propositions de termes de référence (TDR) des études nationales et régionales ;
- la proposition de listes restreintes de consultants sahéliens (par des entretiens avec les experts en mesure de satisfaire les besoins prévisionnels en assistance technique sahélienne) ;
- le suivi des travaux des experts, notamment ceux relatifs à la formulation de la stratégie énergie domestique (SED) ;
- la participation à la préparation et à l'animation des rencontres régionales (ateliers de capitalisation) et nationales (ateliers de validation technique des SED).

Le recrutement des experts sahéliens a été fait sur la base des prévisions du DP1 et selon la procédure décrite dans le manuel de procédures. Au total une cinquantaine de contrats ont été signés et exécutés. Ces contrats peuvent être classés comme suit :

- Formulation de SED an niveau des pays : 17
- Collectes d'information en vue de la constitution du PESED et du SITE : 09
- Capitalisation des expériences aménagement (contributions nationales + guide et modules de formation) : 10
- Contribution du Mali à l'atelier sur la carbonisation + guide et module de formation) : 02
- Synthèse régionale sur les situations de la réglementation et de la fiscalité sur le bois- énergie : 01
- Suivi écologique : 04
- Labéllisation des équipements énergie domestique : 03
- Formation en Bitatooré (financement GTZ) et en cadre logique appliqué aux SED (financement UE) : 04

Chaque contrat a nécessité :

- ✓ l'élaboration de Termes de référence ou/et de dossier de consultation restreinte ;
- ✓ la consultation restreinte en vue du choix du consultant pour la réalisation de la tâche ;
- ✓ la signature et le suivi de l'exécution du contrat, ainsi que le contrôle de qualité du travail réalisé.

Tous les contrats ont exécutés sans grande difficulté, hormis les retards enregistrés, liés à la sous-estimation du temps nécessaire pour la réalisation de certains travaux (enquêtes, diagnostics,...). La liste des contrats est donnée dans le tableau en annexe.

Tableau 1 : Situation des missions effectuées par l'ATI

Nom et prénoms des experts	Période	Pays visité	Objet
Gérard Madon	Octobre 2003 Novembre 2003	Burkina Faso Mali	Contribution au lancement des activités programmées dans le devis-programme 1 (DP1) Suivi du démarrage du DP1 au Mali
Michel Matly	Décembre 2003	Sénégal, Cap Vert, Guinée Bissau	Appui aux ETN pour l'élaboration des TDR des études programmées et des DCR pour l'élaboration des SED
Robert . V. Plas	Décembre 2003	Mauritanie, Gambie	Appui aux ETN pour l'élaboration des TDR des études programmées et des DCR pour l'élaboration des SED
Laurent Gazul	Novembre 2003	Sénégal, Niger	Evaluation de la faisabilité de la fourniture de services en imagerie et télédétection aux états membre avec le CSE de Dakar et le CRA à Niamey
Alain Bertrand	Novembre 2003	Niger	Appui à l' ETN pour le démarrage des activités programmées au DP1
Gérard Madon	Avril 2004	Niger	Participation à la préparation et à l'animation de l'atelier de capitalisation des expériences sahéliennes en aménagements des forêts naturelles pour la production de bois-énergie.
Robert . V. Plas	Juin 2004	Mali	Participation à la préparation et à l'animation de l'atelier de capitalisation des expériences sahéliennes en carbonisation et agglombriquetage.
Gérard Madon	Juillet 2004	Burkina Faso	Participation à la préparation et à l'animation de la 2 ^{ème} réunion du Comité régional de pilotage
Michel Matly	Juin-Juillet 2004	Sénégal, Guinée Bissau ¹	Appui élaboration SED, Bilan DP1 et aide à la définition des activités du DP2
Robert . V. Plas	Mai et Juillet 2004	Mauritanie, Gambie et Tchad	Appui élaboration SED, Bilan DP1 et aide à la définition des activités du DP2
Gérard Madon	Octobre 2004	Sénégal	Participation à la préparation et à l'animation de la 2 ^{ème} réunion du Comité régional de pilotage
Michel Matly	Novembre 2004	Sénégal et Guinée Bissau	Participation aux ateliers nationaux de validation technique des SED
Robert Van Der Plas	Décembre 2004	Mauritanie	Participation à l'atelier national de validation technique de la SED

¹ Cette mission devait initialement concerner aussi le Cap Vert qui n'a pas pu l'accueillir

A ces missions dans les pays, il faut ajouter les missions au siège dont les plus importantes sont :

- élaboration des canevas des fiches normatives de collecte d'information sur les énergies domestiques ;
- collecter des informations nécessaires à l'analyse de la faisabilité économique de la production d'agglomérats de charbon de typha australis ;
- contrôle de qualité des rapports d'experts sahéliens ;
- publication de référence sur le thème « bois-énergie, lutte contre la pauvreté et environnement au Sahel » ;
- appui à l'établissement du PLED/Niger ;
- élaboration de termes de référence pour un inventaire forestier national en Mauritanie.

Activité 3. Conception et mise en place avec les bailleurs de fonds d'un mécanisme de concertation et de mobilisation de financements

La CRC a identifié une dizaine de bailleurs de fonds intéressés par le thème "énergies domestiques" au Sahel, ainsi que les mécanismes de financement internationaux déjà existants mobilisables à l'échelle régionale (CILSS) et nationale (chaque pays) dont les procédures propres de collaboration sont en cours de description (à travers l'ATI) sous forme de fiches qui seront mises à la disposition des pays pour faciliter la préparation de leurs futures requêtes de financement (mise en œuvre des PLED).

Plus tard, il sera proposé un mécanisme de communication et d'échange d'information avec les bailleurs de fonds, et, dès que possible, les premières actions de mise en œuvre de ce mécanisme seront organisées.

Activité 4. Coordination et, lorsque possible, établissement (ou renforcement) d'un partenariat effectif avec les programmes ou activités similaires dans la sous-région.

L'objectif visé à travers cette activité est de créer les conditions d'une collaboration et une synergie entre les intervenants en énergie domestique afin de permettre aux pays du CILSS de tirer le meilleur profit de leur intervention.

Le PREDAS a rendu visite au programme énergie ENDA en vue, entre autres, de développer les synergies entre la base de données ENDA-CRETAS et celle de son Système d'Information Technologique sur l'Energie (SITE). Les deux bases de données sont plutôt complémentaires avec des avantages comparatifs pour chaque organisation dont le PREDAS tiendra compte. Ainsi pour la base de données documentaires, le PREDAS envisage d'appuyer ENDA qui dispose d'une base documentaire relativement étoffée. Le PREDAS a par ailleurs confié à ENDA l'élaboration des fiches normatives à

diffuser sur le site PREDAS afin de bénéficier de l'expérience de ENDA dans ce domaine.

Le PREDAS a contribué à la formulation du Programme Régional de Biomasse Energie (PRBE) de l'UEMOA² dont le lancement officiel est intervenu en décembre 2004. Ce programme doit être exécuté en parfaite synergie avec le PREDAS dont il partage les objectifs : c'est pourquoi il a été décidé que les animateurs nationaux du PREDAS jouent également le rôle de points focaux nationaux du PRBE, ce qui permettra plus de cohérence dans les interventions des deux programmes.

La Cellule régionale de coordination du PREDAS a participé activement aux événements majeurs sur les perspectives de développement des énergies renouvelables dont :

- le processus de lancement du réseau thématique sur les énergies renouvelables (EnR) et les technologies de l'environnement dans le cadre du programme d'action régional de lutte contre la désertification en Afrique (UNCCD)³ ;
- la conférence de Bonn sur les EnR organisée par le gouvernement allemand. A cette occasion le CILSS a présenté un programme sahélien sur la promotion des EnR au Sahel (**PROSPER**) qui a été retenu dans le plan d'action international de la Conférence ;
- la seconde conférence internationale sur la biomasse énergie en marge de laquelle s'est tenue la réunion de clôture du RPTES régional (Rome, mai 2004, sur invitation de la Banque Mondiale -GAA-RPTES) ;
- contribution significative au séminaire international « accès à l'énergie et lutte contre la pauvreté » organisé à Ouagadougou (mai 2004) par l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF) ;
- participation active à l'atelier régional sur l'Initiative de l'Union Européenne sur l'Energie - EUEI (Ouagadougou, novembre 2004) ;
- contribution au développement de la nouvelle politique énergétique de la Sweden Development International Agency (SIDA) dont l'atelier a eu lieu à Stockholm en décembre 2004. A l'issue de cette consultation avec les principaux partenaires dont le CILSS-PREDAS, SIDA a publié les actes intitulés « developing a new SIDA energy policy ».

En outre, le PREDAS a initié des activités suivies avec DANIDA (Groupe d'appui au RPTES Burkina). Les activités entreprises conjointement avec DANIDA (publication d'un guide sur l'aménagement des forêts naturelles, études sur la fiscalité) permettront de mieux explorer les possibilités de collaboration et financement offerts par DANIDA.

Enfin, il a soumis à l'Union européenne, un projet régional sur la valorisation énergétique du typha qui, pour raison de non disponibilité de financement, n'a pas encore été financé.

² Le PRBE est financé par la DGIS (Pays Bas).

³ Toutefois, pour un certain nombre de raisons, le PREDAS n'a pas pu assister à la rencontre de lancement tenue en mai 2004 à Nairobi)

Cependant ce programme semble intéresser d'autres partenaires dont la GTZ ; c'est pourquoi, la Cellule régionale de coordination poursuit son instruction.

Toutes ces interventions montrent le crédit international accordé au PREDAS et contribuent à donner davantage de visibilité aux activités entreprises par ce programme.

Activité 5. Suivi de l'exécution du Devis-programme n°1

La CRC a effectué des missions d'appui et de suivi des activités au niveau des Etats (voir tableau 2). Certaines de ces missions ont coïncidé avec celles de l'ATI. Elles ont, toutes, fait l'objet de rapport dont copies ont été diffusées.

Tableau 2 : Etat des missions d'appui de la CRC/PREDAS aux pays

Nom et prénoms	Période	Pays visités	Objet
Mahamane LAWALI et Smail KHENAS	Novembre 2003	Sénégal, Niger (mission conjointe avec l'ATI)	Evaluation de la faisabilité de la fourniture de services en imagerie et télédétection aux états membre avec le Centre de suivi écologique (Dakar) et le Centre régional AGRHYMET (Niamey)
Hamadi Konandji	Décembre 2003	Mauritanie, Cap Vert, Sénégal, Mali, Tchad (mission conjointe avec l'ATI excepté Tchad)	Suivi des activités et appui aux ETN pour l'élaboration des termes de référence des études programmées et des dossier de consultation restreinte pour l'élaboration des SED (pour la Mauritanie, le Cap Vert et Le Sénégal)
Mahamane Lawali	Janvier 2004	Niger	Suivi des activités et appui à l'ETN pour l'élaboration des termes de référence des études programmées
Smail Khennas	Juin 2004	Burkina Faso	Bilan DP1 et aide à la définition des activités du DP2
Lawali Mahamane et Smail Khennas	Juillet 2004	Niger	Bilan DP1 et aide à la définition des activités du DP2
Konandji Hamadi	Août 2004	Mali	Bilan DP1 et aide à la définition des activités du DP2
Ensemble CRC	Octobre 2004	Sénégal	Réunion CRP2
M. Lawali, H. Konandji, S. Khennas, K. Ouedraogo	Novembre 2004	Sénégal et Guinée Bissau	Participation aux ateliers nationaux de validation technique des SED
Hamadi Konandji	Novembre 2004	Mali	Participation à la réunion du cadre de concertation
M. Lawali, S. Khennas, K. Ouedraogo	Décembre 2004	Mauritanie	Participation à l'atelier national de validation technique de la SED

Activité 6 Préparation, adoption du devis-programme n°2

Sur la base des résultats de la mise en œuvre du DP1 et des activités proposées par les pays, la CRC a proposé un projet de devis programme n°2 qui a été examiné et validé à Dakar (CRP2). Une réunion du Comité Directeur Régional (Ouagadougou, décembre 2004) a permis d'adopter ce devis-programme n°2.

Activité 7. Contribuer à rendre opérationnelles les structures nationales d'exécution du PREDAS

La CRC a suivi le processus de création officielle des cadres nationaux de concertation sur les énergies domestiques dans les pays qui ne l'ont pas encore fait. Ainsi, tous les pays ont créé officiellement leur cadre de concertation. Il reste à présent à communiquer à la CRC la liste nominative des membres (représentants des institutions) ; ce qui permettra d'améliorer la liste de diffusion (d'informations) du PREDAS.

La CRC a aussi apporté un appui financier et en matériel informatique pour le fonctionnement des ETN suivant un protocole d'accord qui a été signé entre chaque pays et le CILSS. A titre de rappel ces appuis concernent :

- l'acquisition de mobiliers de bureau et d'équipement informatique (micro-ordinateur, onduleur et imprimante) et son entretien,
- l'achat de consommables (encre, papier,...),
- la location d'une ligne téléphonique,
- l'installation et le fonctionnement du courriel,
- les indemnités des membres de l'Equipe Technique Nationale,
- les frais de rapports trimestriels (multiplication et diffusion),
- l'organisation de réunions du cadre de concertation.

Les fonds y relatifs ont été virés dans les comptes des ETN dans les proportions convenues.

Résultat 2 :

Les stratégies énergies domestiques nationales sont élaborées et adoptées

Ce point comprend, d'une part, les activités communes à l'ensemble des pays membres du CILSS et, d'autre part, les activités spécifiques à certains pays.

Activités communes

A titre de rappel, ces activités concernent le diagnostic, l'élaboration et l'adoption des stratégies énergies domestiques (SED) d'une part, et l'élaboration des plans nationaux énergies domestiques (PLED), d'autre part.

Activité 8 Diagnostic, formulation et adoption des SED

La CRC a conçu, édité et publié un guide méthodologique pour la réalisation du diagnostic et l'élaboration des SED qui a aidé les experts sahéliens dans leur tâche.

Tous les pays n'étant pas au même niveau de formulation de leur SED, les appuis du PREDAS ont été ajustés et modulés en fonction de la situation et des spécificités de chaque cas. La situation se présente comme suit (cf tableau 3).

Tableau 3 : Etat de mise en œuvre de l'activité 8 du DP1

Pays	Activités/Sous-activités	Situation actuelle du dossier
Tchad	1. Etude substitution par les produits pétroliers	Rapport final disponible
	2. Etat de lieux SED	Rapport final disponible
	3. Enquête consommation ED	Rapport final disponible
Mali	1. Etat de lieux SED	Rapport final disponible
	2. Enquête consommation ED	Rapport final disponible
Niger	1. Etat de lieux SED	Rapport final disponible
	2. Utilisation Charbon minéral	Rapport final disponible
	3. Enquête consommation énergie domestique	Rapport final disponible
Sénégal	Etudes préalables (4) et formulation de la SED	Rapports provisoires des 4 études sectorielles et projet de stratégie disponibles Atelier national de validation technique tenu (17-19 novembre)

		2004). Documents finaux attendus avant fin janvier 2005.
Guinée Bissau	Etudes préalables (2) et formulation de la SED	Rapports provisoires des 2 études sectorielles et projet de stratégie disponibles. Atelier national de validation technique tenu (22-24 novembre 2004). Documents finaux attendus avant fin janvier 2005.
Gambie	1. Enquête consommation énergie domestique 2. Etudes préalables (2) et formulation de la SED	Activité en cours mais avec un retard exclusivement imputable au consultant. Ce retard conduira au report de l'atelier national de validation technique au DP2.
Cap Vert	Etudes préalables et formulation de la SED	Activité en cours mais avec un retard exclusivement imputable au consultant. Ce retard conduira au report de l'atelier national de validation technique au DP2.
Mauritanie	1. Enquête consommation énergie domestique 2. Etudes préalables et formulation de la SED	Rapports provisoires reçus et commentaires transmis au consultant. L'atelier national de validation technique prévu du 14 au 16 décembre 2004. Documents finaux attendus avant fin janvier 2005.
Burkina Faso	1. Enquête consommation énergie domestique 2. Formulation de la SED	Rapports provisoires reçus et commentaires transmis au consultant. L'atelier national de validation technique prévu du 21 au 23 décembre 2004 Documents finaux attendus avant fin janvier 2005.

Pour chacune de ces études les sous-activités suivantes ont été conduites :

- préparation des termes de référence par la CRC/PREDAS, l'ETN et l'ATI,
- consultation restreinte auprès des consultants nationaux,
- demande de la non objection de la délégation de la Commission Européenne de Ouagadougou pour certaines études (en fonction du montant),
- exécution de la tâche, rédaction de rapports,
- contrôle de qualité des rapports de consultants (CRC et ATI).

Sur les six (6) pays concernés par cette activité, quatre (4) ont tenu leur atelier de validation technique avant la fin du DP1 (Sénégal, Guinée Bissau, Burkina Faso et Mauritanie) et les documents finaux sont disponibles. Les deux autres pays (Cap Vert et Gambie) tiendront les leurs au cours du DP2.

A cela il faut ajouter que la CRC/PREDAS a apporté un appui à la Mauritanie pour la réalisation de son inventaire forestier national par l'élaboration de termes de référence de cet inventaire.

Bien que les termes de référence et les dossiers de consultation restreinte de toutes ces études aient été rédigés et transmis aux animateurs nationaux depuis le mois de décembre 2003, force est de constater que le lancement du processus de sélection des experts a pris beaucoup de temps. Cela tient essentiellement à deux faits :

- ✓ parmi les quelques consultants existant au niveau des pays, peu sont compétents dans le domaine des énergies domestiques, ce qui explique la difficulté de trouver des bureaux à consulter dans certains pays ; d'où les ETN ont souvent proposé de confier plusieurs travaux à la fois à un même consultant,
- ✓ les difficultés rencontrées par les animateurs nationaux lors de la mise en œuvre des procédures de l'union européenne (conduite des consultations restreintes) qu'ils découvrent pour la première fois.

Pour les études nécessitant une consultation restreinte, les dossiers de sélection proposant des adjudicataires sont parvenus à la CRC/PREDAS en fin février/début mars 2004. En raison du manque de certaines pièces, l'instruction de ces dossiers a également pris du temps au niveau de l'équipe du PREDAS et à la délégation de la commission européenne.

En outre la quasi-totalité des travaux de consultants n'ont pas fait l'objet de contrôle de qualité de la part des ETN. Cela amène à rappeler que lesdits travaux ont été demandés par les pays et, à ce titre, les cadre de concertation et ETN doivent en contrôler la qualité avant de les transmettre à la CRC.

Activité 9. Elaboration de plans nationaux d'actions énergie domestique (PLED)

Trois pays étaient programmés pour l'élaboration de leur PLED dans le cadre du DP1, à savoir le Burkina Faso, le Sénégal et le Niger. En effet, le Mali et le Tchad devraient disposer de leur PLED, dont la formulation était en cours, sur financement Banque mondiale tandis que les autres pays ont souhaité développer cette activité au cours du DP suivant.. S'agissant du Niger, le plan d'action proposé reste encore très général et nécessite d'être précisé pour servir de point de départ à la formulation du PLED. Cet état de fait et le démarrage d'un travail similaire avec l'appui de la Banque Africaine de Développement recommandent de retarder l'intervention du PREDAS.

Quant au Burkina Faso et au Sénégal, le retard enregistré dans la formulation et la validation de la SED n'a pas permis de démarrer les activités de conception des PLED.

En définitive, aucun pays n'a pu réaliser cette activité qui a dû être reportée au DP2.

Résultat 3 :

Les activités se rapportant à la constitution du réseau PESED et au Système d'Information Technologique sur l'Energie (SITE) sont lancées

Les activités programmées dans le cadre de cet objectif spécifique concernent (i) la Constitution du réseau PESED et de la base de données SITE, (ii) la réflexion autour de quatre thèmes d'intérêt régional, (iii) la formation (iv) et la communication dans le domaine des ED. L'état de leur mises en œuvre se présente comme suit :

A. Constitution du réseau PESED et de la base de données SITE

Activité 10. Inventaire des organismes publics et privés, des « centres d'excellence », des ressources humaines (experts, etc.), des technologies, du savoir-faire et des réalisations existant actuellement au Sahel

Il s'agit d'inventaires avec des fiches normatives, elles-mêmes préparées sur la base du guide d'élaboration des SED élaboré par la CRC. Les sous activités réalisées sont :

- ⇒ la diffusion des fiches normatives aux équipes techniques nationales PREDAS. Cette diffusion a été accompagnée par un texte d'explication et des termes de référence pour remplir les fiches ;
- ⇒ tous les experts ont soumis soit un rapport provisoire (Cap Vert, Mauritanie, et Gambie), soit un rapport définitif (Guinée Bissau, Sénégal, Niger, Mali, Burkina Faso et Tchad).

Les informations sont en cours de traitement. Certaines sont déjà publiées sur le site web du programme.

Activité 11 Assurer la fonctionnalité et la publicité du site web PREDAS

Ce site a été progressivement amélioré et complété au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données disponibles au niveau de la CRC et des Etats membres. Il a été par la suite entièrement transféré sur le domaine du CILSS et géré par la CRC où il est consultable à l'adresse : www.cilssnet.org/predas

Activité 12 Etude sur la faisabilité de l'utilisation à grande échelle du charbon minéral comme substitut au bois

Cette étude est terminée. Les recommandations sont en cours de mise en œuvre par les autorités nationales. Il s'agit notamment de la création d'une Société spécifique chargée

de l'exploitation, le transport et la commercialisation du charbon minéral à usage domestique. Cette société bénéficiera de l'appui financier de la Société des hydrocarbures (SONIDEP), de la Société d'électricité (NIGELEC) et de la SONICHAR.

Activité 13 Vulgarisation de l'autocuiseur "bitatooré"

Une évaluation de la formation dispensée au Niger a été faite au cours de ce DP. Il en ressort que cette activité a été positive et qu'il est nécessaire de poursuivre et d'orienter les efforts vers un soutien à la vulgarisation de cet équipement. Cette vulgarisation qui devait se faire sur le financement de la GTZ n'a pas connu de début de mise en œuvre en raison des difficultés de trésorerie de la GTZ.

Activité 14 Contribuer à mettre en place une station de production de biogaz dans un Centre de maternité à Niamey

Cette activité qui devait se faire sur le financement de la GTZ n'a pas connu de début de mise en œuvre en raison des difficultés de trésorerie de la GTZ.

Activité 15 Appui à l'installation d'un bio-carbonisateur semi-industriel

Cette activité devait être cofinancée par le PREDAS et d'autres partenaires à rechercher par le Sénégal. Elle n'a pas connu de début de mise en œuvre, le Sénégal n'ayant toujours pas pu trouver les fonds complémentaires pour la mise en place du bio-carbonisateur. Elle sera reportée au DP2.

B. Thèmes de réflexion d'intérêt régional

Le PREDAS a un rôle important à jouer dans l'organisation d'échanges et de réflexions approfondies à l'échelle régionale sur certains thèmes majeurs d'intérêt régional, en vue de la valorisation des savoir-faire sahéliens et de l'harmonisation des approches. Les thèmes retenus pour faire l'objet de réflexion au cours du DP1 sont :

Activité 16 : Thème 1- Capitalisation des expériences sahéliennes en matière d'aménagement des forêts naturelles pour la production de bois.

Les sous-activités réalisées dans ce cadre sont :

- a. l'élaboration des contributions nationales ;
- b. la préparation d'une synthèse régionale qui a servi de document de travail et

- c. la tenue de l'atelier en avril 2004, à Niamey, en collaboration avec la Direction de l'Environnement du Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification qui met en œuvre un projet d'aménagement des forêts naturelles avec le concours financier de la Banque Africaine de Développement ;

Les actes de l'atelier sont disponibles (tirage papier et CD ROM comprenant l'ensemble des documents de l'atelier) et ont été diffusés. Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations, des consultants sont commis pour la préparation de 3 guides et modules de formation sur (i) les marchés ruraux, (ii) les aménagements forestiers villageois et (iii) l'inventaire forestier simplifié. Ces guides sont également disponibles et feront l'objet de publication au cours du DP2.

Activité 17 Thème 2 Capitalisation des expériences sahéniennes en matière de carbonisation et aggro briquetage

Les sous-activités réalisées dans ce cadre sont :

- a. l'élaboration des contributions nationales ;
- b. la préparation d'une synthèse régionale qui a servi de document de travail et
- c. la tenue de l'atelier en juin 2004, à Bamako.

Les actes de l'atelier sont en cours de finalisation. Certaines recommandations sont en cours de mise en œuvre : préparation d'un guide et module de formation sur la carbonisation améliorée. Ce guide est disponible et fera l'objet de publication au cours du DP2.

Activité 18 Thème 3- Réglementation et fiscalité en matière de gestion durable décentralisée des ressources en bois-énergie.

L'expert régional a été recruté et a proposé un questionnaire. Des correspondances officielles du secrétaire exécutif du CILSS ont transmis ce questionnaire pour remplissage par les ETN en vue de la rédaction de la synthèse régionale. Malgré les problèmes rencontrés dans la transmission des contributions nationales dans les délais requis, une synthèse régionale a pu être réalisée. Elle débouchera sur la préparation d'un atelier régional au DP2.

Activité 19 Thème 4 -Réflexion sur la labellisation régionale des Technologies "Energie domestique".

L'intervention du PREDAS sur ce thème au cours du DP1 concernera la mise en place d'un groupe d'experts sahéniens pour mener une réflexion sur la labelisation régionale (mise

en évidence des principaux problèmes de qualité et de performance liés aux produits ED diffusés au Sahel, expérience régionale en matière de contrôle de qualité des produits ED, inventaire des laboratoires / organismes de contrôle / essais existants, etc.). Cette réflexion devrait déboucher sur les termes de référence d'un éventuel atelier régional qui se tiendrait au cours du DP2. Les experts sont identifiés, les contrats signés et les documents préparés sont disponibles.

Activité 20 Poursuite de la mise en œuvre des recommandations de l'atelier de Saint Louis sur la valorisation du typha australis

Les sous- activités suivantes ont été réalisées :

- ⇒ diffusion du rapport de test technique de carbonisation du typha réalisé au Mali ;
- ⇒ Intermédiation pour faciliter le transfert de cette technologie du Mali vers le Sénégal (PERACOD) :
 - Organisation, au profit de cadres du Sénégal, d'un voyage d'étude au Mali pour visiter les chantiers de production de charbon de biomasse par la technologie dite de « 3 fûts ». Ce voyage a été co-organisé avec le PERACOD,
 - Une unité de carbonisation du typha a été créée dans la région de Saint Louis et devait démarrer ses activités avant fin 2004.
- ⇒ rassemblement d'informations complémentaires et la formulation d'un programme régional de valorisation du typha soumis à l'union européenne pour financement.

C. Formation

Activité 21 Organisation de sessions de formations

La formation régionale sur « le cadre logique appliqué à l'élaboration des stratégies et projets dans le domaine de l'énergie domestique » a été organisée à Banjul en février 2004 destinée non seulement aux membres des équipes techniques nationales du PREDAS, mais aussi aux représentants des projets partenaires (AMADER/Mali, PAFN/Niger, PROGEDE/Sénégal et PERACOD/Sénégal). Le rapport sanctionnant la formation est disponible et a fait l'objet de diffusion en même temps que le support utilisé. Un CDROM a été distribué à tous les participants. Le manuel d'utilisation de la méthode « cadre logique » sera amendé et plus largement diffusé au cours du DP2 .

Des sessions nationales de formation à la confection et à l'utilisation du Bitatooré ont été organisées au Sénégal, en Gambie et en Mauritanie sur financement de la GTZ. Les rapports de formations sont disponibles.

D. Communication

Activité 22 Conception par la CRC, édition (2000 exemplaires) et large diffusion d'une brochure de présentation du PREDAS : réalisé. La CRC a également produit une brochure en anglais et en français intitulée « les Energies renouvelables au profit des populations sahéliennes : les solutions du CILSS » largement diffusée lors de la conférence de Bonn (juin 2004)

Activité 23 Préparation avec l'appui de l'ATI, édition (2000-5000 exemplaires) et large diffusion d'une publication de référence (16 pages) sur « bois-énergie, lutte contre la pauvreté et environnement »,

Ce document est disponible et sa publication, puis sa diffusion se feront au cours du DP2.

Activité 24 Renforcement du fonds documentaire et acquisition de logiciels spécialisés

La CRC a acquis quelques documents ayant trait à des logiciels informatiques et documents de référence.

Résultat 4

La structuration des activités de suivi écologique des ressources forestières sont promues

Activité 25 Evaluation de la faisabilité de la fourniture de services en imagerie et télédétection

La CRC a eu des rencontres avec le Centre AGRHYMET à Niamey et le Centre de suivi écologique (CSE) de Dakar en décembre 2003 pour identifier les rôles possibles du PREDAS, en matière de fourniture aux Etats membres en images satellites, de télédétection et d'interprétation concernant le suivi des ressources ligneuses au Sahel. Ces rencontres ont eu lieu avec l'appui d'expert court terme de l'ATI spécialisé dans les systèmes d'informations géographiques (SIG). Le rapport de cette mission est disponible et a fait l'objet d'une exploitation en vue de poursuivre le processus, notamment le recensement des sites et outils de suivi écologique existant dans les pays.

Activité 26 Choix d'un protocole de suivi écologique sur le terrain

Malgré la difficulté d'identifier des experts sahéliens qualifiés dans ce domaine, quatre (04) consultants ont été recrutés pour faire un état de lieux et proposer un protocole de suivi qui sera examiné lors d'une rencontre prévue au DP2.

Il importe de conduire jusqu'à leur terme les travaux relatifs au choix du protocole de suivi écologique de sorte que la mise en œuvre dudit protocole soit lancée dès le début du DP2

Difficultés rencontrées

On peut noter les difficultés suivantes :

Du côté des Etats :

Il est important que les ETN s'impliquent davantage dans l'exécution des activités nationales (proposition des TDR, suivi des consultants, contrôle de qualité) et leur appropriation.

La circulation de l'information reste insuffisante malgré le dispositif mis en place (cadre de concertation, appuis financiers, etc.). L'animateur national doit systématiquement diffuser l'information aux autres membres de l'ETN et au cadre de concertation ainsi qu'aux autres acteurs concernés, notamment les partenaires au développement. Ce dernier doit se réunir comme prévu dans le protocole d'accord.

Du côté du CILSS

En raison du bas niveau des honoraires et des per diem du barème CILSS, la coordination régionale du PREDAS a des difficultés à recruter des experts sahéliens compétents dans la plupart des Etats. Cette situation explique largement le retard des activités dans certains pays.

Du côté des partenaires financiers :

Les difficultés à ce niveau sont principalement :

- ✓ l'incertitude quant au niveau de l'enveloppe financière accordée dans le cadre du financement allemand ;
- ✓ les retards de remboursement des mémoires de l'assistance technique internationale et des décomptes de la cellule régionale de coordination. Cette situation conduit à des *problèmes de trésorerie* qui pourraient affecter les activités.

Annexe : Liste des contrats signés au titre du DP1 et situation

Pays	CONSULTANT	OBJET DU CONTRAT
Burkina Faso	Bureau APEX	Enquête consommation ED
Burkina Faso	Bureau GGY	Formulation de la SED
Cap Vert	Cardozo Manual	Formulation de la SED + études sector.
Gambie	Bureau DMCI	Formulation de la SED au Burkina + études sector.
Gambie	Bureau DMCI	Enquête consommation ED
Guinée Bissau	Teobaldo Lopes Da Veiga	Formulation de la SED en Guinée Bissau + 1 étude sectorielle
Mali	Abdoulaye Konaté	Etat des lieux de la SED au Mali
Mali	Bureau d'étude BEAGGES	Enquête consommation ED Mali
Mauritanie	Bureau d'étude CECO-Conseil	Enquête consommation ED RIM
Mauritanie	Bureau d'étude CECO-Conseil	Formulation de la SED en RIM
Niger	Alio Hamidil	Etat des lieux de la SED au Niger
Niger	Elhadji Idrissa Hamzata	Charbon minéral Niger
Niger	Bureau BNIC	Enquête consommation ED Niger
Sénégal	Bureau d'étude SEMIS	Formulation de la SED + 4 études sectorielles
Tchad	Mahamat Ali Adel Hamid	Etat des lieux de la SED au Tchad
Tchad	Hamat Haffadine Abdel-Rassoul	Produits pétroliers comme substitut aux combustibles ligneux au Tchad
Tchad	Bureau AEDE	Enquête consommation ED Tchad
Burkina Faso	Mathias Tiendrébéogo	Fiches normatives Burkina Faso
Cap Vert	Maria da Cruz G. Soares	Fiches normatives Cap Vert
Gambie	Kemo Ceesay	Standard sheets the Gambia
Guinée Bissau	Joao Raimundo Lopes	Fiches normatives Guinée B.
Mali	Seydou Diabaté	Fiches normatives Mali
Mauritanie	Abdrrahmane Ndongo	Fiches normatives RIM
Niger	Boukar Attari	Fiches normatives Niger
Sénégal	ENDA - ENERGIE	Fiches normatives Sénégal
Tchad	Adjid Mahamat	Fiches normatives Tchad
Burkina Faso	Ouédraogo Kimsé	Contribution du Burkina Faso à l'atelier aménagement forestier
Gambie	Kanimang Camara	contribution of the Gambia to NRM
Mali	Malick Ladji Sylla	contribution du Mali aménagement forestier
Mauritanie	Maloum Dine O/ Maouloud	Contribution Mauritanie aménagement forestier
Niger	Ichaou Aboubacar	contribution du Niger aménagement forestier
Tchad	Babakar Matar Breme	contribution du Tchad aménagement forestier

Mali	Mamadou Kouyate	Contribution à l'atelier carbonisation
Régional	Malick L. Sylla	Guide et module de formation sur l'inventaire simplifié
Régional	Alassane Kanouté	Guide et module de formation sur la mise en place des marchés ruraux de bois-énergie
Régional	Cyrille Kaboré	Guide et module de formation sur l'aménagement forestier villageois
Régional	Ibro Adamou	
Régional	Sanogo Cheick Ahmed	Guide et module de formation sur la carbonisation améliorée
Régional	Sawadogo J.P	Synthèse régional fiscalité
Régional	Idrissa Mossi Issaka	Formation « Cadre logique - SED et projets ED»
Régional (3 contrats)	Mme Traoré Léocadie	Formation Bitatooré Sénégal, Gambie et Mauritanie
Régional	Ouadba J.M Malicck Sylla L. Dieng Cheick Ichaou Aboubacr	Préparation de la réflexion sur le suivi écologique
Régional	Seck M. Diop L. Maïga	Préparation de la réflexion sur la labéllisation